



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Compte rendu du groupe de travail pour les SEGPA **Mercredi 26 juin 2019**

Depuis janvier 2019 et la découverte de la saignée horaire souhaitée par la Rectrice et imposée aux SEGPA de l'Académie, le SNUipp-FSU a été l'initiative de l'AG des personnels qui ont ensuite initié de nombreuses actions locales, départementales ou académiques -autant que possible dans un cadre intersyndical et unitaire- pour alerter l'opinion sur le caractère cynique de faire peser sur les 2% d'élèves les plus fragiles, 16% des suppressions de postes du 2nd degré !!! Et ce, alors même que les effectifs des SEGPA de l'Académie sont en hausse.

Ainsi, dans les prévisions initiales, entre les rentrées 2017 et 2019, les SEGPA de l'Académie gagnent 50 élèves et perdaient 82h postes !!!

La mobilisation a permis de faire reculer partiellement la Rectrice sans pour autant revenir à la dotation de 129,5h qui permettrait de respecter les horaires dus aux élèves tels que le prévoient la circulaire et l'arrêté de 2015.

Ce mercredi 26 juin s'est tenu un groupe de travail académique au rectorat concernant la situation des SEGPA de l'Académie. Dans le cadre de l'alerte sociale déposée par le SNUipp-FSU, le SNUipp-FSU avait demandé « *la présentation d'un état des lieux en CTSD et CTA sur la situation des SEGPA* ». Le Secrétaire Général du Rectorat s'était engagé à « *élaborer et présenter cet état des lieux en CTA après la réunion du comité de pilotage académique des SEGPA.* » (voir relevé de conclusions de la négociation en PJ).

Ce premier GT est une première étape pour engager un réel dialogue sur la question des SEGPA en lieu et place de la gestion comptable et arithmétique des moyens, sans perspective et sans vision pédagogique.

Un état des lieux de la situation des SEGPA nous a été présenté : si un certain nombre de données n'avait que peu d'intérêt, d'autres permettaient de déconstruire les discours tenus jusqu'alors pour justifier les saignées horaires. En effet, chronologiquement, les arguments suivants avaient été avancés par la précédente Rectrice :

- « *il s'agit de développer l'usage du numérique dans les SEGPA* » : l'enquête menée par le rectorat met en évidence que l'ensemble des SEGPA de l'Académie déclare utiliser les outils numériques dans leurs pratiques pédagogiques quotidiennes... **RATÉ !!!**
- « *il s'agit d'ouvrir les horizons des élèves de SEGPA pour leur orientation en leur permettant de découvrir d'autres champs professionnels que ceux présents dans les SEGPA et en développant les visites d'entreprises et de lycées professionnels...* » L'enquête menée par le rectorat met en évidence que les élèves vont massivement en stage dans des champs professionnels qui ne sont pas présents dans les SEGPA et qu'ils participent en moyenne à 6 visites d'entreprises ou de lycées... **ENCORE RATÉ !!!**

La FSU a alors rappelé que le fait d'être contraint de faire une partie des heures de découverte professionnelle en classe entière n'allait pas favoriser les visites d'entreprises et/ou de lycées : en effet, ni les entreprises ni les lycées n'acceptent que ces visites soient faites à 16 mais au contraire en groupes restreints. Les visites seront donc rendues encore plus difficile avec le choix opéré.

La secrétaire générale adjointe (SGA) indiquera ensuite que l'objectif est désormais de mettre en réseau les SEGPA et les lycées professionnels... en attendant le prochain argument...

Enfin, l'enquête met en évidence la très faible taxe professionnelle touchée par les SEGPA. L'IEEN ET confirme que la faiblesse des moyens est un frein au développement des

visites.

Suite à ce premier état des lieux succinct, la SGA a proposé d'observer les DGH, SEGPA par SEGPA. Elle a fait le choix de ne pas les observer dans leur globalité mais uniquement par l'entrée PLP en observant les sous services. En effet, les IEN et la SGA considèrent que leur choix était de réduire les dédoublements en découverte professionnelle et donc que la baisse de dotation allait impacter les services des PLP.

Or, en l'absence de cadrage et compte tenu de la liberté des établissements, les conséquences de la baisse de DGH SEGPA produisent des situations tout à fait différentes d'un établissement à l'autre.

La FSU lui fait remarquer que la suppression de 8h de DGH puis la restitution de 2HP et 2HSA en maintenant les équilibres entre les 2 champs professionnels conduisaient à avoir 2 PLP à 16h, donc en sous service. Dans ces conditions, les 2HSA n'étaient pas absorbable par le PLP. C'est ce qui a amené la FSU à considérer que la restitution était en réalité que de 2h ! C'est bien là la démonstration qu'il ne s'agissait pas là d'une volonté pédagogique de faire évoluer les pratiques – il n'y a eu aucun cadrage fort pour accompagner ce choix - mais d'un choix budgétaire de faire peser sur les élèves les plus fragiles, les usagers souvent moins mobilisés, les suppressions de postes.

La FSU a indiqué que l'observation des situations de SEGPA par le seul prisme des PLP était tronquée et masquait une grande partie des réalités de la préparation de rentrée.

Pour la FSU , il s'agit de garantir l'équité de l'offre sur le territoire. Attribuer 129,5h à chaque SEGPA permet de garantir à tous les élèves relevant de l'adaptation scolaire les conditions de scolarisation qu'il est en droit d'attendre et de ne pas hypothéquer ses chances de réussite.

En effet, pour la FSU, l'arrêté de 2015 fixe les horaires disciplinaires dus aux élèves. La découverte professionnelle représente 6h en 4ème et 12h en 3ème et doit être assurée par un PLP ce que ne conteste pas le rectorat. La circulaire de 2015 stipule : « ***À partir de la classe de quatrième, la démarche de projet amorcée en classe de cinquième évolue. Elle s'inscrit dans le cadre de situations empruntées à différents champs professionnels. Les activités proposées aux élèves au sein des plateaux techniques de la section et de son réseau leur permettent de développer certaines compétences auxquelles la formation professionnelle fera appel et de faire évoluer la représentation qu'ils se font des métiers.*** »

C'est donc bien sur les plateaux techniques que se passe la découverte professionnelle et elle doit donc, dans les ateliers, être mise en œuvre sur la base de dédoublements. Il nous semble donc évident qu'en l'espèce, le Rectorat ne donne pas les moyens nécessaires pour garantir aux élèves les horaires réglementaires auxquels ils peuvent prétendre.

C'est ce qu'ont dénoncé 80% des équipes de SEGPA de l'Académie dans leur lettre au Ministre. Cette lettre est relayée par le SNUipp-FSU national qui intervient encore aujourd'hui auprès du Ministère pour faire appliquer les circulaires et arrêtés en vigueur dans l'académie de Limoges.

Les représentants de la FSU sont ensuite intervenus au cas par cas sur les SEGPA sur la base des données recensées dans le cadre de l'enquête remplie lors de la journée de formation syndicale académique. La FSU a dénoncé les nombreuses SEGPA concernées par des divisions aux effectifs beaucoup trop élevés, dépassant 16. Ainsi, avec les habituelles inclusions d'élèves d'ULIS, des divisions de SEGPA peuvent atteindre près de 20 élèves ! C'est indigne !!!

Enfin, la FSU a demandé à nouveau la transformation des HSA en HP pour toutes les SEGPA comme il l'avait demandé lors de la négociation préalable (voir relevé de conclusions). Cette transformation sera effective pour seulement 7 SEGPA, celles qui ont fait apparaître un sous service de PLP : Jean Moulin Brive, Bourganeuf, Chatelus, Guéret, Bellac, Anatole France Limoges, Calmettes Limoges et Ventadour Limoges.

La SGA indique ensuite qu'elle souhaite utiliser les sous services restant pour faciliter l'adaptation des élèves de SEGPA notamment dans les classes de CAP des lycées professionnels de proximité !

Pour la FSU , si l'administration considère que des temps d'accompagnement des élèves de CAP sont souhaitables (ce que nous ne contestons pas) , il s'agit alors de les financer ! **POUR TOUS !** Non en fonction des sous services de PLP en SEGPA ! Et non en privant ces mêmes élèves de SEGPA de temps privilégiés de découverte professionnelle en dédoublement qui leur permettent

de préparer leur orientation et de développer les compétences qui leur permettront la meilleure adaptation dans la formation qu'ils vont intégrer.

Enfin, la FSU a dénoncé les conséquences de tels choix sur les équipes :

- le choix impose aux personnels des services partagés. Le travail en CHSCT avec l'ARACT a suffisamment mis en évidence les risques psychosociaux auxquels étaient exposés les personnels en service partagé pour ne pas les organiser sans fondement pédagogique. **Le rectorat fait le choix de la dégradation des conditions de travail.**
- Ce choix va organiser l'instabilité pédagogique. En effet, les services partagés, pour les raisons évoquées plus haut, sont rejetés par les personnels. S'ils se généralisent, ils vont conduire à la désaffection des personnels pour les postes de PLP en SEGPA et casser les équipes de SEGPA. **Le Rectorat fait le choix de déstabiliser et casser les équipes pédagogiques.**
- La stabilité pédagogique des équipes est un facteur essentiel de réussite des élèves les plus fragiles et de suivi individuels de leurs parcours. **Le rectorat fait le choix d'hypothéquer les chances de réussite des jeunes.**

Ce groupe de travail avait pour vocation de distribuer des miettes aux structures pour casser la mobilisation et les cadres collectifs. Ces choix ne répondent en rien aux demandes des personnels.

Enfin, aucune réponse n'a été apportée à la problématique des 4 SEGPA creusoises qui n'ont pas de direction à plein temps alors même que le SG s'était engagé à apporter une réponse « *dans un délai court* ». (voir relevé de conclusions).

Dans le contexte, tout laisse à penser que la volonté du rectorat est bien de récupérer des moyens de PLP sur les dotations SEGPA. Si le SG s'est engagé à ne pas ponctionner les SEGPA à la rentrée prochaine, on peut fortement douter de la tenue de l'engagement dans un avenir très proche !!!